

Il est à noter, par exemple, qu'au cours de la première guerre mondiale, à un moment où le Manitoba ne représentait qu'un vingtième environ de la population du Canada, un neuvième des hommes en uniforme venait du Manitoba. Les Manitobains n'ont pas non plus manqué de courage, car sur 34 Croix Victoria attribuées à des soldats canadiens au cours de cette même guerre, 13 furent accordées à des Manitobains.

Au cours des ans, les Manitobains ont su prouver que la mosaïque canadienne n'était pas chose impossible. Aucune autre province canadienne ne possède une histoire, une répartition raciale et des caractéristiques culturelles aussi particulières.

Si tout au début la population était à peu près divisée également entre francophones et anglophones—une loi consacrait une représentation égale de députés anglophones et francophones—la province est devenue, grâce à l'immigration, la société la plus pluriculturelle de toutes les provinces canadiennes.

Il serait peut-être inexact d'affirmer qu'il n'y a jamais eu de tension, mais dans l'ensemble notre population a vécu dans l'harmonie, acceptant que les personnes puissent être différentes et que cette différence puisse devenir un avantage. Les résultats de cette assise pluriculturelle se sont manifestés dans tout le Manitoba, à la floraison des arts, par exemple. Nous avons une grande variété de groupes ethniques avec leur musique et leurs danses—le plus grand festival de musique du monde, le Royal Winnipeg Ballet, le Centre théâtral du Manitoba, pour ne mentionner que ceux qui jouissent d'une renommée nationale ou internationale.

Les différences culturelles nous ont aussi conduits à faire œuvre de pionniers en matière d'enseignement, l'université du Manitoba venant en tête avec la création de chaires spéciales pour les études en islandais, en ukrainien et en hébreu.

Je suis très fier de ma province et je suis sûr qu'elle peut jouer un rôle de premier plan dans les affaires canadiennes. Voilà pourquoi j'ai accepté l'honneur qui m'a été fait par le premier ministre lorsqu'il m'a proposé de faire partie de cette assemblée importante. J'espère pouvoir y être utile.

Si j'accepte l'honneur de devenir sénateur, c'est avant tout en tant que Canadien, mais plus spécialement en tant que Canadien de l'Ouest, enthousiaste, impénitent.

Des voix: Bravo!

L'honorable M. Molgat: Honorables sénateurs, j'espère que mon propos ne sera pas mal interprété. Il ne faut pas le prendre dans un sens étroit et borné, non plus que de façon négative. Au contraire, je dis cela avec la profonde conviction que le Manitoba et l'Ouest du Canada peuvent et doivent apporter leur contribution à la Confédération, que nous voulons jouer un plus grand rôle dans les assemblées de notre nation et que c'est dans l'intérêt du Canada que toutes les régions se développent et s'épanouissent.

On a beaucoup parlé et beaucoup écrit au cours des années sur le mécontentement dans l'Ouest. Plus récemment encore, on a ajouté de nouvelles expressions. Nous avons entendu parler de l'aliénation des gens de l'Ouest, puis, encore plus récemment, nous avons entendu parler de séparatisme dans l'Ouest. Je rejette ces expressions et j'aimerais mieux parler de l'engagement et de la participation des gens de l'Ouest.

Les Manitobains qui, cette année, ont célébré avec beaucoup d'enthousiasme, le 100^e anniversaire de leur intégration dans la Confédération, ne sont pas sur le point de la quitter. Mais cela ne veut pas dire que la Confédération ne pourrait pas fonctionner mieux ou que des changements ne s'imposent pas.

Les changements que nous recherchons sont de deux ordres: économique et politique. Franchement, nous nous inquiétons de la concentration croissante de la puissance économique et politique dans les trois principaux centres du Canada central. Nous nous inquiétons du fait que trop de décisions politiques doivent être prises ici à Ottawa. Nous nous inquiétons de ce que nos représentants dans les deux chambres soient tenus de passer tellement de temps à Ottawa qu'ils courent le risque de perdre contact avec les régions qu'ils représentent. Nous nous inquiétons du fait que trop souvent, nous devons nous rendre à Montréal et à Toronto pour prendre des décisions économiques. Nous ne demandons pas l'aumône à Ottawa, à Montréal ou à Toronto: nous cherchons tout simplement une participation juste.

Je dois avouer qu'à certains moments, nous sommes embarrassés. Nous avons le sentiment d'être des cousins pauvres qui viennent bien humblement solliciter de l'aide.

Je me souviens bien des nombreux voyages que j'ai dû faire de Winnipeg à Ottawa pour protester, par exemple, contre la fermeture de la base de révision d'Air Canada située dans la ville de Winnipeg. La plupart des Canadiens ont dû être fort ennuyés d'entendre nos doléances. Et pourtant, nous avons le sentiment de défendre une juste cause. Il nous a semblé que dans l'intérêt du Canada, pour le développement de toutes les régions du Canada, on aurait dû écouter notre plaidoyer avant de prendre des décisions, et non quand les décisions étaient prises.

Plus récemment, j'ai fait des voyages motivés par d'autres problèmes: la fermeture de bases militaires au Manitoba, celles de Rivers et de Gimly. Fait peut-être de faible importance pour l'ensemble du Canada, mais d'une portée considérable pour une petite province qui compte moins d'un million d'habitants, que cette fermeture de grandes bases militaires, étant donné qu'au Manitoba les seules dépenses militaires sont celles que comportent les bases. Nous ne vendons ni camions, ni voitures, ni matériel électronique ni les autres choses qu'achète le ministère de la Défense nationale. C'est principalement au centre du Canada qu'on les achète, pas au Manitoba, pas dans l'Ouest.

Lorsqu'on a conclu l'accord sur l'automobile, l'Ouest du Canada était en faveur de cette initiative. Nous avons compris qu'elle était avantageuse pour le Canada, et pourtant l'accord n'a pas contribué le moins du monde à créer des emplois au Manitoba ou dans l'Ouest.

Les usines ont été construites principalement dans le centre du Canada et les prix de nos voitures et de nos camions n'ont pas baissé. Nous ne voulons pas donner l'impression de nous plaindre uniquement du point de vue de l'Ouest du Canada. Ce n'est pas là notre propos. Ce que nous réclamons, c'est qu'on traite équitablement et raisonnablement les problèmes économiques et politiques du pays.

Les honorables sénateurs se demanderont ce qu'on peut faire. En toute justice, il faut dire que le gouvernement a pris certaines mesures et que la création du ministère de